

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decreto-Presidencial nº 3/2010
de 1 de Fevereiro

Em reconhecimento pelo elevado mérito da sua contribuição ao serviço do direito inalienável dos povos à autodeterminação e independência; na defesa dos ideais universais de Liberdade, Justiça e Dignidade Humana; e, particularmente, no apoio incondicional à luta que conduziu à Independência de Cabo Verde;

Usando da competência conferida pelo artigo 13º da Lei nº 54/II/85, de 10 de Janeiro, e considerando o disposto nos artigos 2º e 3º da Lei nº 19/III/87, de 15 de Agosto, na redacção dada pela Lei nº 18/V/96, de 30 de Dezembro;

O Presidente da República decreta o seguinte:

Artigo 1º

São condecorados com o segundo grau da Ordem Amílcar Cabral as entidades a seguir indicadas:

Horácio Sevilla-Borja

Folke Løfgren

Artigo 2º

O presente Decreto-Presidencial entra imediatamente em vigor.

Publique-se.

Palácio da Presidência da República, na Praia, aos 19 de Janeiro de 2010. — O Presidente da República, PEDRO VERONA RODRIGUES PIRES

----- o§o-----

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto nº 3/2010
de 1 de Fevereiro

Ante o imperativo de se cumprir todos os procedimentos constitucionais respeitantes à entrada em vigor do Protocolo A/P1/03 relativo à definição da Noção de "Produtos Originários" dos Estados Membros da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental.

Considerando, igualmente a necessidade de se cumprir as regras de Direito Internacional no

domínio dos Tratados, Acordos ou Convenções Internacionais;

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n° 2 do artigo 203° da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1°

Aprovação

É aprovado, para ratificação, o Protocolo A/P1/03 relativo à Definição da Noção de "Produtos Originários" dos Estados Membros da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEAO), feito em Dakar aos 31 de Janeiro de 2003, durante a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da CEDEAO, em anexo ao presente diploma, do qual faz parte integrante.

Artigo 2°

Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Protocolo referido no artigo 1° produz efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

José Maria Pereira Neves - José Brito - Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte - Fátima Maria Carvalho Fialho

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

**PROTOCOLE A/PI/1/03 RELATIF À LA DÉFINITION DE LA NOTION DE PRODUITS
ORIGINAIRES DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

VU les articles 7, 8 et 9 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions;

VU le paragraphe 3 de l'article 38 du Traité de la CEDEAO relatif aux amendements pouvant être apportés à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres;

RECONNAISSANT le besoin impérieux d'harmoniser les programmes d'intégration de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en vue de la création d'un espace économique régional unifié en Afrique de l'Ouest;

DESIREUSES de conformer la définition de la notion des produits originaires des Etats membres aux nouvelles règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, et de modifier à cet effet le protocole y relatif.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article premier : Définitions

Aux fins du présent protocole on entend par:

- “Traité”** Le Traité Révisé de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest signé le 24 juillet 1993 à Cotonou;
- “Communauté”** La Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest dont la création a été réaffirmée par l’article 2 du Traité;
- “Etat membre”** Un Etat membre de la Communauté
- “Conférence”** La conférence des Chefs d’Etat et de Gouvernement de la Communauté créée par l’Article 7 du Traité;
- “Conseil”** Le Conseil des Ministres de la Communauté créé par l’article 10 du Traité;
- “Secrétariat Exécutif”** Le Secrétariat Exécutif créé par l’Article 17 du Traité;
- “Commission”** La Commission du Commerce, des Douanes, de la Fiscalité de la Statistique, de la Monnaie et Paiements créée par l’article 22 du Traité;
- “Fabrication”** Toute ouvraison ou transformation, y compris l’assemblage ou les opérations spécifiques;
- “Matière”** Tout ingrédient, toute matière première, tout composant ou toute partie, etc... utilisé dans la fabrication du produit;
- “Produit”** Le produit obtenu, même s’il est destiné à être utilisé ultérieurement au cours d’une autre opération de fabrication;
- “Marchandises”** Les matières et les produits;
- “Droits d’entrée”** L’ensemble de droits de douane et taxes d’effet équivalent perçus sur les marchandises à l’importation;
- “Valeur en douane”** La valeur déterminée conformément à l’accord de 1994 relatif à la mise en oeuvre de l’article VII de l’Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Accord sur la valeur en douane de l’OMC);
- “Valeur des matières”** La valeur en douane au moment de l’importation des matières non originaires mises en oeuvre ou, si elle n’est pas connue ou ne peut

être établie, le premier prix vérifiable payé pour les matières dans le territoire concerné;

“Valeur ajoutée”	La différence exprimée en pourcentage entre le prix de revient ex-usine hors taxes du produit industriel concerné et la valeur CAF des matières premières, des consommables et des emballages non communautaires, utilisés pour l’obtention du produit fini sous sa forme de livraison au commerce;
“Intrant”	Toute matière, produit, entrant dans un processus de fabrication;
“Chapitres”	Les chapitres utilisés dans la nomenclature qui constitue le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, dénommé dans le présent protocole “système harmonisé” ou “SH”;
“Positions”	Les positions (à quatre chiffres) utilisés dans la nomenclature qui constitue le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, dénommé dans le présent protocole “système harmonisé” ou “SH”;
“Classe”	Le terme faisant référence au classement d’un produit ou d’une matière dans une position déterminé;
“Envoi”	Les produits envoyés simultanément par un même exportateur à un même destinataire ou transportés sous le couvert d’un document de transport unique de l’exportateur au destinataire ou, en l’absence d’un tel document, couverts par une facture unique.

Article 2

Critères d’origine des produits de la communauté

1. Pour l’application des dispositions du chapitre VIII du Traité relatives à la libération des échanges commerciaux, les produits suivants sont considérés comme originaires des Etats membres;
 - a) Les produits entièrement obtenus dans les Etats membres au sens de l’article 3 du présent protocole;
 - b) Les produits obtenus dans les Etats membres et contenant des matières qui n’y ont pas été entièrement obtenues à conditions que ces matières aient fait l’objet dans la communauté d’ouvrages ou de transformations suffisantes au sens de l’article 4 du présent protocole.

2. Les produits originaires consistant en matières entièrement obtenues ou suffisamment transformées dans deux ou plusieurs Etats membres sont considérés comme produits originaires de l'Etat membre où s'est déroulée la dernière opération ou transformation pour autant que l'opération ou la transformation qui y est effectuée aille au-delà de celles visées à l'article 5 du présent protocole.

Article 3

Produits entièrement obtenus

1. Sont considérés comme entièrement obtenus dans les Etats membres;
 - a) Les animaux vivants qui y sont nés et élevés;
 - b) Les produits minéraux extraits de leurs sols, du sous-sol marin ou de leurs fonds marins;
 - c) Les produits du règne végétal qui y sont récoltés;
 - d) Les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage;
 - e) Les produits de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiqués;
 - f) Les produits extraits de la mer, des rivières et des lacs, par leurs navires;
 - g) Les produits fabriqués à bord de leurs navires-usines, exclusivement à partir des produits visés à l'alinéa (f) ci-dessus;
 - h) Les articles usagés ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières, à condition qu'ils aient été recueillis auprès des utilisateurs dans les Etats membres;
 - i) Les déchets provenant d'opérations manufacturières qui y sont effectués;
 - j) Les marchandises fabriquées à partir de substances visés aux paragraphes (b) à (i), utilisées seules ou mélangées à d'autres matières, sous réserve que leur proportion en quantité soit supérieure ou égale à 60% de l'ensemble des matières premières mises en oeuvre;
 - k) L'énergie électrique qui y est produite.
2. Les expressions "leurs navires" et leurs "navires-usines" utilisées au paragraphe 1, alinéas (f) et (g), ne s'appliquent qu'aux navires et navires-usines:
 - qui sont immatriculés ou enregistrés dans un Etat membre;
 - qui battent pavillon d'Etat membre;
 - dont l'équipage, y compris l'état major est composé, dans la proportion de 50% au moins des nationaux des Etats membres.

Article 4 :

Produits suffisamment ouvrés ou transformés

Aux fins de l'application du présent protocole sont considérés comme suffisamment ouvrés ou transformés dans les Etats membres;

- 1) Soit les produits non entièrement obtenus dans la fabrication desquels toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position tarifaire différente de celle du produit;

Cette règle est assortie d'une liste d'exceptions mentionnant les cas dans lesquels le changement de position n'est pas déterminant ou imposant des conditions supplémentaires. Cette liste sera établie par Règlement pris en Conseil des Matières.

- 2) Soit les produits non entièrement obtenus, dans la fabrication desquels, les matières utilisées ont reçu une valeur ajoutée d'au moins 30% du prix de revient ex-usine hors taxes de ces produits.

Article 5 :

Notion de produits industriels originaires

Sont considérés comme produits industriels originaires, les produits visés aux articles 2 et 3 (j) autres que les articles faits à la main, avec ou sans l'aide d'outils, d'instruments ou de dispositifs directement actionnés par le fabricant.

Article 6

Ouvraisons ou transformations insuffisantes

Les ouvraisons ou transformations suivantes sont considérées comme insuffisantes pour conférer le caractère originaire, que les conditions de l'article 4 soient ou non remplies:

- a) Les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des produits pendant le transport et leur stockage (aération, étendage, séchage, réfrigération mise dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances, extraction de parties avariées et opérations similaires);
- b) Les opérations simples de dépoussiérage, de criblage, de triage, de classement, d'assortissement (y compris la composition de jeux de marchandises) de lavage, de peinture, de découpage;
- c) (i) les changements d'emballage et les divisions et réunions de colis;
(ii) la simple mise en bouteilles, en flacons, en sacs, en étuis, en boîtes, sur planchettes, etc... ainsi que toutes autres opérations simples de conditionnement;

- d) l'apposition sur les produits, eux-mêmes ou sur leurs emballages de marques, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires;
- e) le simple mélange de produits, même d'espèces différentes, dès lors qu'un ou plusieurs composants du mélange ne répondent pas aux conditions fixées par le présent protocole pour pouvoir être considérés comme originaires des Etats membres;
- f) la simple réunion de parties en vue de constituer un produit complet;
- g) le cumul de deux ou plusieurs opérations visées aux points a) à f);
- h) l'abattage des animaux;
- i) les saisons, mise en saumure, séchage ou fumage de viandes, de poissons, de crustacées, de mollusques et coquillages;
- j) les congélations de viandes, abats, poissons, crustacés, mollusques, coquillages, fruits, légumes et plantes potagères;
- k) préparation et conserves de viandes, abats, sang, poissons, crustacés et mollusques à partir des produits des chapitres 2 et 3 de la nomenclature douanière et statistique de la CEDEAO;
- l) le découpage et la mise en forme de feuilles et feuillets de toutes sortes;

Article 7

Marchandises fabriquées en zone franche ou sous régimes économiques particuliers

Les marchandises transformées dans le cadre de régimes douaniers économiques ou suspensifs et de certains régimes particuliers entraînant la suspension ou l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée sur les intrants ne peuvent, en aucun cas, bénéficier de la qualité de produits originaires et des avantages qui y sont attachés.

Article 8

Unité à prendre en considération

1. L'unité à prendre en considération pour l'application du présent protocole est le produit retenu comme unité de base pour la détermination du classement sur la nomenclature du système harmonisé.

Il s'ensuit que :

- lorsqu'un produit composé d'un groupe ou d'un assemblage d'articles est classé aux termes du système harmonisé dans une seule position, l'ensemble constitue l'unité à prendre en considération;

- lorsqu'un envoi est composé d'un certain nombre de produits identiques classés sous la même position du système harmonisé les dispositions du présent protocole s'appliquent à chacun de ces produits considérés individuellement.
2. Lorsque, par application de la règle générale NCIS du système harmonisé, les emballages sont classés avec le produit qu'ils contiennent, ils doivent être considérés comme formant un tout avec le produit aux fins de la détermination de l'énergie.

Article 9

Accessoires, pièces de rechange et outillage

Les accessoires, pièces de rechange et outillage livrés avec un matériel, une machine, un appareil ou un véhicule, qui font partie de l'équipement normal et sont compris dans le prix ou ne sont pas facturés à part, sont considérés comme formant un tout avec le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule considéré.

Article 10

Preuve de l'origine

L'origine communautaire des produits est attestée par un certificat d'origine précisant les conditions d'origine prévues par le présent protocole.

Toutefois, en sont dispensés les produits de l'agriculture et de l'élevage ainsi que les articles faits à la main, avec ou sans l'aide d'outils, d'instruments ou de dispositifs actionnés directement par le fabricant.

Le certificat d'origine est délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine désignées à cette fin et visé par le service des douanes du même Etat.

Article 11

Identification des produits industriels originaires

Les produits industriels originaires font l'objet sur eux-mêmes, lorsque cela est techniquement possible, et sur leurs emballages, d'un marquage permettant leur identification.

Article 12

Coopération administrative en matière de contrôle des règles d'origine communautaire

En vue d'assurer une application correcte et uniforme du présent protocole, les Etats

membres, par l'entremise de leurs administrations et services respectifs, se prêtent mutuellement aide et assistance pour le contrôle de l'authenticité des certificats d'origine.

Article 13

1. En cas de contestation de l'origine, l'Etat contestataire, de sa propre initiative ou de celle de toute autre partie concernée, saisit les autorités compétentes de l'Etat ayant délivré le certificat d'origine.
2. L'Etat ainsi saisi fournit tous renseignements utiles relatifs aux conditions d'obtention du certificat contesté, dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrables.
3. La contestation de l'origine ne fait pas obstacle au bénéficiaire des avantages liés à l'origine, sous réserve de la constitution, par l'importateur, d'une caution garantissant les droits et taxes en vigueur dans l'Etat importateur.

Article 14

Les contestations qui n'ont pas pu être réglées entre Etats dans le délais visé à l'article 13 ci-dessus, sont soumises à la Commission par toute partie concernée par le biais du Secrétaire Exécutif.

Article 15

La commission statue sur le bien fondé de la contestation à sa prochaine session et transmet le dossier au Conseil des Ministres pour décision et notification aux parties concernées.

Article 16

Amendement et Révision

1. Tout Etat membre peut soumettre des propositions pour amender ou réviser le présent Protocole.
2. Ces propositions doivent être soumises au Secrétariat Exécutif qui en informe les Etats membres au plus tard trente (30) jours après leur réception. Les amendements ou révisions ne seront examinés par la Conférence que si les Etats membres en ont été informés un (1) mois auparavant.

Article 17

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur à être provisoire dès sa signature par les Chefs

d'Etat et de Gouvernement. En conséquence, les Etats membres signataires et la CEDEAO s'engagent à commencer la mise en oeuvre des dispositions du présent Protocole dès sa signature.

2. Le présent protocole entrera définitivement en vigueur dès sa ratification par au moins neuf (9) Etats signataires, conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.
3. Le présent protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés au Secrétaire Exécutif, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, leur notifiera la date de dépôt des instruments et le fera enregistrer auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), et l'Organisation des Nations Unies (ONU) et auprès de toutes autres organisations désignées par le Conseil.


Article 18

Abrogation


Le protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest du 5 Novembre 1976 est abrogé en toutes ses dispositions.

EN FOI DE QUOI, NOUS CHEFS D'ETATS ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO), AVONS SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE ADDITIONNEL, EN TROIS (3) ORIGINAUX EN LANGUES FRANÇAISE, ANGLAISE ET PORTUGAISE, LES TROIS (3) TEXTES FAISANT ÉGALEMENT FOI.

FAIT, A DAKAR, LE 31 JANVIER 2003




Son Excellence Mathieu KEREKOU
Président de la République du BENIN

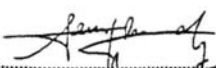


Son Excellence Blaise COMPAORE
Président du FASO,
Président du Conseil des Ministres


S.E. Madame Fatima VEIGA
Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération
et des Communautés,
Pour et par ordre du Président
de la République du CAP VERT



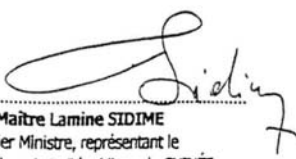
Son Excellence Laurent GBAGBO
Président de la République de CÔTE
D'IVOIRE



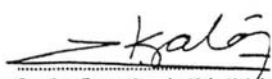
Son Excellence Yahya JAMMEH
Président de la République de la GAMBIE




Son Excellence John Agyekum KUF
Président de la République du GHANA




S.E. Maître Lamine SIDIME
Premier Ministre, représentant le
Président de la République de GUINÉE




Son Excellence Koumba Yala Kofie
NHANCA
Président de la République de GUINÉE
BISSAU



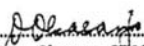
S.E. Moses Z. BLAH
Vice-Président de la République
du Libéria, Pour et par ordre du Président
de la République du LIBERIA



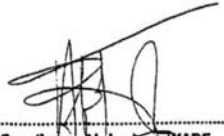
Son Excellence Amadou Toumani TOURE
Président de la République du MALI



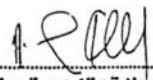
Son Excellence Mamadou TANDJA
Président de la République du NIGER



Son Excellence Olusegun OBASANJO
Président, Commandant-en-Chef des Forces
Armées de la République Fédérale du NIGERIA



Son Excellence Abdoulaye WADE
Président de la République du SENEGAL



Son Excellence Alhaji Ahmad Tejan KABB
Président de la République de SIERRA LEONE

Son Excellence Gnassingbé EYADEMA
Président de la République TOGOLAISE

**PROTOCOLO A/P1/03 RELATIVO À DEFINIÇÃO DA NOÇÃO DE "PRODUTOS
ORIGINÁRIOS" DOS ESTADOS MEMBROS DA COMUNIDADE ECONÓMICA DOS ESTADOS
DA ÁFRICA OCIDENTAL**

As Altas Partes Contratantes

Visto os artigos 7º, 8º e 9º do Tratado da CEDEAO sobre a criação da Conferência dos Chefes de Estado e de Governo e que define a sua composição e suas funções;

Visto o parágrafo 3 do artigo 38º do Tratado da CEDEAO relativo às emendas que podem ser atribuídas à definição da noção de produtos originários dos Estados membros;

Reconhecendo a imperiosa necessidade de harmonizar os programas de integração da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental e da União Económica e Monetária Oeste Africana com vista à criação de um espaço económico regional unificado na África Ocidental;

Desejosos de adequar a definição da noção dos produtos originários dos Estados membros às novas regras da Organização Mundial do Comércio, e de modificar, para esse efeito, o protocolo que lhe diz respeito.

Acordam o seguinte:

Artigo 1º

Definições

Para os fins do presente Protocolo entende-se por:

"Tratado" — O tratado Revisto da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental assinado a 24 de Julho de 1993 em Cotonou;

"Comunidade" — A Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental cuja criação foi reafirmada pelo artigo 2º do Tratado;

"Estado membro" — Um Estado membro da Comunidade;

"Conferência" — A Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da Comunidade criada pelo artigo 7º do Tratado;

"Conselho" — O Conselho de Ministros da Comunidade criado pelo artigo 10º do Tratado;

"Secretariado Executivo" — O Secretariado Executivo criado pelo artigo 17º do Tratado;

"Comissão" — A Comissão do Comércio, das Alfândegas, da Fiscalização da Estatística, da Moeda e Pagamentos criada pelo artigo 22º do Tratado;

"Fabrico" — Toda produção ou transformação, incluindo a montagem ou operações específicas;

"Matéria" — Todo ingrediente, toda matéria-prima, todo componente ou toda parte, etc.,

utilizado no fabrico do produto;

"Produto" — O produto obtido, mesmo se ele for destinado a ser utilizado posteriormente durante uma outra operação de fabrico;

"Mercadoria" — As matérias e os produtos;

"Direitos de Entrada" — O conjunto dos direitos alfandegários e taxas de efeito equivalente cobrados sobre as mercadorias no momento da importação;

"Valor alfandegário" — O valor determinado em conformidade com o Acordo de 1994 relativo à implementação do artigo VII do Acordo geral sobre as tarifas alfandegárias e o comércio (Acordo sobre o valor alfandegário da OMC);

"Valor das matérias" — O valor alfandegário no momento da importação das matérias não originárias implementadas ou, se ele não for conhecido ou não poder ser determinado, o primeiro preço verificável pago para as matérias no território a que diz respeito;

"Valor acrescentado" — A diferença expressa em percentagens entre o preço do custo à saída da fábrica isento de taxas do produto industrial concernente e o valor CAF das matérias-primas, dos consumíveis e das embalagens não comunitárias, utilizados para a obtenção do produto acabado sob a sua forma de entrega no comércio;

"Intrant" — Toda a matéria, produto que entra num processo de fabrico;

"Capítulos" — Os capítulos utilizados na nomenclatura que constitui o sistema harmonizado de designação e de codificação das mercadorias, denominado no presente Protocolo por "sistema harmonizado" ou "SH";

"Posições" — As posições (em quatro algarismos) utilizadas na nomenclatura que constitui o sistema harmonizado de designação e de codificação das mercadorias, denominado no presente Protocolo por "sistema harmonizado" ou "SH";

"Classificado" — O termo que faz referência à classificação de um produto ou de uma matéria numa determinada posição;

"Envio" — Os produtos enviados simultaneamente por um mesmo exportador a um mesmo destinatário ou transportados a coberto de um documento de transporte único do exportador para o destinatário ou, na falta de tal documento, a coberto de uma factura única.

Artigo 2º

Critérios de origem dos produtos da comunidade

1. Para a aplicação das disposições do capítulo VIII do Tratado relativas à liberalização das trocas comerciais, os seguintes produtos são considerados como originários dos Estados membros:

- a) Os produtos totalmente obtidos nos Estados membros, em conformidade com o artigo 3º do presente Protocolo;
- b) Os produtos obtidos nos Estados membros e que contenham matérias que não foram aí totalmente obtidas, desde que estas matérias tenham sido objecto, na Comunidade, de produções ou de transformações suficientes, em conformidade com o artigo 4º do presente Protocolo.

2. Os produtos originários que consistem em matérias totalmente obtidas ou suficientemente transformadas em dois ou mais Estados membros são considerados como produtos originários do Estado membro onde se realizou a última produção ou transformação desde que a produção ou a transformação que lhe é efectuada vá para além das apontadas no artigo 5º do presente Protocolo.

Artigo 3º

Produtos totalmente obtidos

1. São considerados como totalmente obtidos nos Estados membros:

- a) Os animais vivos que aí nasceram e foram criados;
- b) Os produtos minerais extraídos dos seus solos, do subsolo marinho ou dos seus fundos marinhos;
- c) O produtos do reino vegetal que aí são recolhidos;
- d) Os produtos provenientes de animais vivos que tenham aí sido criados;
- e) Os produtos da caça e da pesca que aí são praticadas;
- f) Os produtos extraídos do mar, dos rios e dos lagos, pelos seus navios;
- g) Os produtos fabricados a bordo dos seus navios — fábricas, exclusivamente a partir dos produtos mencionados na alínea *(f)* em cima;
- h) Os artigos usados que só podem servirem para a recuperação das matérias-primas, desde que tenham sido recolhidos junto dos utilizadores nos Estados membros;
- i) Os lixos provenientes das operações de manufactura que aí são efectuadas;
- j) As mercadorias fabricadas a partir das substâncias mencionadas nos parágrafos *(b)* a *(i)*, utilizadas sós ou misturadas a outras matérias, desde que a sua proporção em quantidade seja superior ou igual a 60% do conjunto das matérias-primas empregadas;
- k) A energia eléctrica que aí se produz.

2. As expressões "seus navios" e seus "navios - fábricas" utilizadas no parágrafo 1, alíneas *(f)* e

(g), só se aplicam aos navios e navios - fábricas:

- Que estão matriculados ou registados num Estado membro;
- Que hasteiem a bandeira de um Estado membro;
- Cuja tripulação, incluindo o estado-maior, é composta, na proporção de pelo menos 50%, de nacionais dos Estados membros.

Artigo 4º

Produtos suficientemente produzidos ou transformados

Para os fins da aplicação do presente Protocolo são considerados como suficientemente produzidos ou transformados nos Estados membros:

1. Quer os produtos não totalmente obtidos, em cujo fabrico todas as matérias utilizadas devam ser classificadas numa posição tarifária diferente daquela do produto;

Esta regra é extraída de uma lista de excepções que mencionam os casos nos quais a mudança de posição não é determinante ou imposta das condições suplementares. Esta lista será estabelecida pelo Regulamento retido no Conselho dos Ministros.

2. Quer os produtos não totalmente obtidos, em cujo fabrico as matérias utilizadas receberam um valor acrescentado de pelo menos 30% do preço do custo à saída da fábrica isentos de taxas destes produtos.

Artigo 5º

Noção de produtos industriais originários

São considerados como produtos industriais originários, os produtos apontados nos artigos 2º e 3º (j) além dos artigos feitos à mão, com ou sem ajuda de utensílios, de instrumentos ou de dispositivos directamente accionados pelo fabricante.

Artigo 6º

Produções ou transformações insuficientes

As seguintes produções ou transformações são consideradas como insuficientes para conferir o carácter originário, quer as condições do artigo 4º sejam ou não preenchidas:

a) As manipulações destinadas a assegurarem a conservação em bom estado dos produtos durante o seu transporte e sua armazenagem (ventilação, alargamento, secagem, refrigeração, colocação em água salgada, alterada ou adicionada a outras substâncias, extracção das partes avariadas e operações similares);

- b) As operações simples de aspiração do pó, de crivação, de triagem, de classificação, de fornecimento (incluindo a composição das peças de mercadorias) de lavagem, de pintura, de corte;
- c) (i) as mudanças de embalagens e as divisões e agrupamentos de pacotes;
(ii) a simples embalagem em garrafas, frascos, sacos, estojos, caixas, pranchetas, etc.... bem como todas as outras operações simples de acondicionamento;
- d) A impressão nos próprios produtos ou nas suas embalagens de marcas, etiquetas ou outros sinais distintos similares;
- e) A simples mistura de produtos, mesmo de espécies diferentes, desde que um ou mais componentes da mistura não respondam às condições fixadas pelo presente Protocolo para poderem ser considerados como originários dos Estados membros;
- f) A simples junção das partes com vista a constituir um produto completo;
- g) A acumulação de duas ou mais operações mencionadas nas alíneas a) a f);
- h) O abate dos animais;
- i) A salga, a salmoura, a secagem ou defumação de carnes, de peixes, crustáceos, moluscos e mariscos;
- j) A congelação das carnes, miudezas, peixes, crustáceos, moluscos, mariscos, frutas, legumes e plantas ornamentais;
- k) Produção e conservas de carnes, miudezas, sangue, peixes, crustáceos e moluscos a partir de produtos dos capítulos 2 e 3 da nomenclatura aduaneira e estatística da CEDEAO;
- l) O corte e a formatação das folhas e ramos de qualquer espécie.

Artigo 7º

Mercadorias fabricadas em zona franca ou sob regimes económicos particulares

As mercadorias transformadas no quadro de regimes aduaneiros económicos ou suspensivos e de certos regimes particulares que levam à suspensão ou exoneração parcial ou total dos direitos de entrada nos intrants não podem, em caso algum, beneficiar da qualidade de produtos originários e das vantagens que lhes são atribuídas.

Artigo 8º

Unidade a ter em consideração

1. A unidade a ter em consideração para a aplicação do presente Protocolo é o produto retido como unidade de base para a determinação da classificação baseada na nomenclatura do sistema harmonizado.

Resulta que:

- Quando um produto composto por um grupo ou por um conjunto de artigos é classificado nos termos do sistema harmonizado numa só posição, o conjunto constitui a unidade a ter em consideração;
- Quando uma remessa é composta por um certo número de produtos idênticos classificados sob a mesma posição do sistema harmonizado as disposições do presente Protocolo aplicam-se a cada um destes considerados individualmente.

2. Quando, pela aplicação da regra geral N.º 5 do sistema harmonizado, as embalagens são classificadas com o produto que elas contêm, elas devem ser consideradas como formando um todo com o produto para determinação da origem.

Artigo 9º

Acessórios, peças sobressalentes e utensílios

Os acessórios, peças sobressalentes e utensílios entregues com um material, uma máquina, um aparelho ou um veículo, que fazem parte do equipamento normal e que estão incluídos no preço ou que não são facturados à parte, são considerados como formando um todo com o material, a máquina, o aparelho ou o veículo considerado.

Artigo 10º

Prova de origem

A origem comunitária dos produtos é comprovada por um certificado de origem que determina as condições de origem previstas pelo presente Protocolo.

Contudo, são dispensados do mesmo os produtos da agricultura e da pecuária bem como os artigos feitos à mão, com ou sem o ajuda de utensílios, instrumentos ou dispositivos accionados directamente pelo fabricante.

O certificado de origem é emitido pelas autoridades competentes do Estado membro de origem designadas para este efeito e visado pelo serviço aduaneiro do mesmo Estado.

Artigo 11º

Identificação dos produtos industriais originários

Os produtos industriais originários são portadores, quando isso é tecnicamente possível, de uma marca sobre eles próprios ou nas suas embalagens, que permite a sua identificação.

Artigo 12º

Cooperação administrativa em matéria de controle das regras de origem comunitária

Com vista a assegurar uma aplicação correcta e uniforme do presente Protocolo, os Estados membros, por intermédio das suas administrações e respectivos serviços, prestam-se mutuamente ajuda e assistência para o controle da autenticidade dos certificados de origem.

Artigo 13º

Resolução dos litígios entre os estados

1. Em caso de contestação da origem, o Estado contestador, por sua própria iniciativa ou de qualquer outra parte concernente, apreendem as autoridades competentes do Estado que outorgou o certificado de origem.
2. O Estado assim apreendido fornece todas as informações úteis relativas às condições de obtenção do certificado contestado, num prazo de quarenta e cinco (45) dias úteis.
3. A contestação da origem não põe obstáculos, ao benefício das vantagens ligadas à origem, com a condição da constituição, pelo importador, de uma caução que garanta os direitos e taxas em vigor no Estado importador.

Artigo 14º

As contestações que não puderem ser resolvidas entre os Estado, no prazo apontado no artigo 13º, são submetidas à Comissão, por qualquer uma das Partes concernentes através do Secretariado Executivo.

Artigo 15º

A Comissão estatuirá sobre o fundamento da contestação na sua próxima sessão e transmite o dossier ao Conselho de Ministros para decisão e notificação às Partes implicadas.

Artigo 16º

Emenda e revisão

1. Todo Estado membro pode submeter propostas para emendar ou rever o presente Protocolo.
2. Estas propostas devem ser submetidas ao Secretariado Executivo que delas informa os Estados membros, o mais tardar 30 (trinta) dias após a sua recepção. As emendas ou revisões só serão examinadas pela Conferência se os Estados membros forem delas informados um (1) mês antes.

3. As emendas ou revisões são adoptadas pela Conferência.

Artigo 17º

Entrada em vigor

1. O presente Protocolo entra em vigor a título provisório logo após a sua assinatura pelos Chefes de Estado e de Governo. Em consequência, os Estados membros signatários e a CEDEAO comprometem-se a começar a implementação das disposições do presente Protocolo logo após a sua assinatura.
2. O presente Protocolo entrará definitivamente em vigor logo após a sua ratificação por pelo menos nove (9) Estados signatários, em conformidade com as regras constitucionais de cada Estado membro.
3. O presente Protocolo bem como todos os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretariado Executivo, que transmitirá cópias certificadas conformes a todos os Estados membros, notificá-los-á da data de depósito dos instrumentos e fará o seu registo junto da Organização da Unidade Africana (OUA), e a Organização das Nações Unidas (ONU) e junto de todas as outras organizações designadas pelo Conselho.

Artigo 18º

Revogação

O Protocolo relativo à definição da noção de produtos originários dos estados membros da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental de 5 de Novembro de 1976 é revogado em todas as suas disposições.

Em fé do que, nós os Chefes de Estado e de Governo da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEAO), assinamos o presente protocolo adicional em três (3) originais nas línguas francesa, inglesa e portuguesa, fazendo os três (3) textos igualmente fé.

Feito em Dakar, aos 31 de Janeiro de 2003

S. Ex^a *Mathieu KEREKOU* Presidente da República do Benim

S. Ex^a *Blaise Compaore*, Presidente do Burkina Faso, Presidente do Conselho de Ministros

S. Ex^a *Fátima Veiga*, Ministra dos Negócios Estrangeiros, Cooperação e das Comunidades, pelo e por ordem do Presidente da República de Cabo Verde (*sem assinatura*)

S. Ex^a *Laurent GBAGBO*, Presidente da República de Cote D'Ivoire

S. Ex^a *Yahya JAMMEH*, Presidente da República da Gambia

S. Ex^a *John Agyekum KUFUOR*, Presidente da República do Gana

S. Ex^a *Lamine SIDIME*, Primeiro-Ministro, representando o Presidente da República da Guiné

S. Ex^a *Koumba Yala Kobde NHANCA*, Presidente da República da Guiné-Bissau

S. Ex^a *Moses Z. BLAH* Vice-Presidente da República da Libéria, pelo e por ordem do Presidente da República da Libéria

S. Ex^a *Amadou Toumani TOURE*, Presidente da República do Mali

S. Ex^a *Mamadou TANDJA*, Presidente da República do Níger

S. Ex^a *Olusengun OBASANJO*, Presidente, Comandante em Chefe das Forças Armadas da República Federal da Nigéria

S. Ex^a *Abdoulaye WADE*, Presidente da República do Senegal

S. Ex^a *Alhaji Ahmad Tejan KABBAH*, Presidente da República da Serra Leoa

S. Ex^a *Gnassingbé EYADEMA*, Presidente da República do Togo (*sem assinatura*)